La Commune

Le séisme... et ses conséquences

Chronique d'une fin de régime

Malgré les avertissements répétés de la classe ouvrière, ni la gauche " unie ", ni la droite ne semblent avoir pris conscience de l'ampleur du rejet qu'ils suscitent. La réélection de Jacques Chirac avec 82,15% des suffrages exprimés ne cache pas l'effondrement de la Ve République et n'empêchera pas, dans les mois qui viennent, les manifestations et les grèves.

Vingt heures, en ce 21 avril, sur les écrans de télévision apparaissent les visages de Chirac et...Le Pen. La surprise est générale. Et pourtant, les élections municipales de mars 2001 avaient sonné comme un avertissement. Un avertissement ignoré par le gouvernement de la gauche plurielle présidé par Jacques Chirac. Durant l'année écoulée, grèves et manifestations n'ont pas cessé contre la politique du gouvernement de Lionel Jospin et ceci y compris pendant la campagne électorale. Douaniers, gendarmes, employés des hôpitaux, médecins, infirmières, ouvriers et paysans, ici contre les licenciements dénommés plans sociaux, là contre la loi Aubry, ailleurs pour des augmentations de salaires ou contre la remise en cause de leurs statuts, il n'est pas un secteur des salariés de ce pays qui n'ait pas manifesté son rejet de la politique de la gauche plurielle menée par le Parti Socialiste, le Parti Communiste Français, les Verts et les Radicaux de gauche. Et voilà le résultat : le Parti Socialiste s'effondre et perd 2.500.000 voix, le Parti Communiste Français est en voie de disparition avec 3, 4% de voix et une perte de 1.700.000 voix. La droite présidentielle n'est guère mieux lotie, avec 19,8% de voix, Jacques Chirac ne représente que 14% des inscrits, beaucoup moins en réalité quand on sait que la population électorale potentiellement en âge de voter, est de 7% à 10% supérieure. l'abstention et les bulletins nuls progressent de plus de 7% et l'extrême gauche multiplie par deux son score de 1995 avec 10,4% des suffrages. Le deuxième homme, Jean-Marie Le Pen, gagne 200.000 voix soit une progression de 0,23% des inscrits, ce qui lui vaut la visite de Jean-Richard Sulzer, membre de l'association des amis de Jacques Chirac, conseiller de Jean-Pierre Soisson, venu, dimanche, le féliciter
Mais les téléspectateurs ne sont pas au bout de leur surprise. Voilà que Lionel Jospin apparaît à l'écran : " Ce résultat...est profondément décevant pour moi ...Je reste fier du travail accompli...j'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conclusions en me retirant de la vie politique..." , au moment où le bateau fait eau de toute part le capitaine abandonne le navire et son équipage. François Hollande qui avait envisagé un meeting de la gauche plurielle avant le second tour et Jean-Christophe Cambadélis, qui préparait l'opération "Tempêtes plurielles" destinée à rassembler la gauche, vont devoir revoir leurs plans.

Lucidité

"... Le président a vite compris les ambiguïtés de cette victoire attendue. Alors qu'il écoutait, vers 22h15, la déclaration du premier ministre prenant acte de sa défaite, sa porte parole Roselyne Bachelot s'est félicitée imprudemment devant lui : "Quelle formidable revanche pour vous !". Elle ne s'est attiré qu'un regard glacial." - Le Monde.
Lucide quant à la signification de ces résultats, Jacques Chirac déclare : "Aujourd'hui, ce qui est en cause, c'est notre cohésion nationale...J'appelle toutes les françaises et tous les français à se rassembler...pour garantir la cohésion de la nation, pour affirmer l'unité de la République et restaurer l'autorité de l'Etat...Le temps de l'action est aussi celui du changement. Je veux rétablir la sécurité...la République est entre vos mains".

l'Union nationale

l'épouvantail du Front National est dressé.Immédiatement, et sans consulter leurs instances, François Hollande, précédé par Dominique Strauss-Khan, appellent au vote Chirac pour le second tour. Ils sont suivis par Robert Hue, Mamère, Taubira. Tous les candidats emboîtent le pas, jusqu'à Olivier Besancenot qui dit qu'il faut "battre Le Pen, dans la rue et dans les urnes", pour être plus explicite quelques jours plus tard. Le front républicain est constitué de Boutin à Besancenot, tous votent Chirac. Jour après jour et jusqu'au deuxième tour ses rangs grossissent, l'église, les francs-maçons toutes obédiences confondues et avec la condamnation par Ernest-Antoine Seillières, président du Medef, du programme économique de Jean-Marie Le Pen, les grands patrons, divine surprise, votent Chirac (François Roussely (EDF), Jean Peyrelevade(Crédit Lyonnais), Pierre Richard (Dexia), Bernard Arnault (LVMH), Gérard Mestrallet (Suez), Henri Lachmann (Schneider) ou encore François Pinault, troisième fortune de France). Ils ont été devancés par la CGT, l'UNSA, la FSU qui à l'initiative de la CFDT se sont prononcés eux aussi pour le président sortant.
Malheur à ceux qui n'entendent pas la trompette guerrière des anti-fascistes de salon, il en est ainsi d'Arlette Laguiller et Marc Blondel, caricaturés par Plantu en uniforme hitlérien derrière Jean-Marie Le Pen, en première page du journal Le Monde.

Contradictions

Alors que "Pour Jacques Chirac, le premier tour annonce avec certitude la victoire au second...tant le rejet de l'extrême droite, exprimé dès dimanche soir par plusieurs responsables de gauche, lui garantit une avance considérable." - Le Monde 23 avril - ce qui est confirmé par les premiers sondages qui lui donnent entre 75% et 80% des suffrages. Des centaines de milliers de jeunes étudiants et lycéens manifestent contre le Front National, ils sont rejoints par des millions, en particulier le 1° mai. "Ici, la réduction du temps de travail a été une catastrophe pour les ouvriers", "Entre les jours bloqués pour le chômage technique, les samedis travaillés, les changements d'horaires et les heures supplémentaires obligatoires, les 35 heures ont créé un ressentiment très fort contre les socialistes", "ces dernières années, le travail intérimaire s'est beaucoup développé. Dans

certains ateliers, il concerne un ouvrier sur deux. Il y a beaucoup d'inquiétudes et de désarroi", tels sont les propos d'ouvriers et de militants syndicaux qui préparent la manifestation. Jacques Chirac, quant à lui, poursuit sa campagne électorale et martèle ses thèmes notamment la sécurité, interrogé sur RTL, il exclut de modifier son programme, l'appel au vote de la gauche plurielle, "cela n'est pas de nature à changer la vision qui est la mienne de la France de demain...".Le lendemain du 1° mai sur TF1, Jacques Chirac, sûr de sa réélection donne les contours de l'orientation de son prochain gouvernement, il devra être "capable d'agir...pour renforcer l'autorité de l'Etat...Les premières décisions concernent d'abord les problèmes de sécurité...et...le problème des retraites, de la santé..."
François Fillon, député RPR de la Sarthe et maintenant ministre des Affaires sociales, travail et solidarité, affirme : "Contrairement à ce que laisse apparaître la confrontation du second tour, il n'y a pas eu de coup de barre à droite, ni évidemment à gauche. Il y a eu une manifestation massive de rejet d'une politique d'impuissance publique à laquelle les français nous associent. (...) il faudra établir un consensus. Je pense à la réforme des régimes de retraite, à celle de l'Etat et des pouvoirs locaux. (...) des signes doivent être donnés rapidement, notamment en matière de sécurité (...) des mesures significatives peuvent être prises, dès les premiers jours, telles que l'organisation du nouveau ministère de la sécurité publique ou celle des groupes opérationnels de sécurité...".

Interrogations

A la veille du deuxième tour la presse internationale s'interroge, pour la Frankfurter Allgemeine Zeitung: "La réélection de M.Chirac ne pourra pas effacer le choc du premier tour. (...) Ceux qui chérissent l'idée de l'Europe feraient bien d'examiner ce potentiel explosif.". Le Financial Times, affirme que M. Chirac devra s'attaquer prioritairement aux rigidités du marché du travail, tandis que l'International Herald Tribune pense qu' il devra aborder le nécessaire dégraissage de la fonction publique. Dans les médias américains le sentiment qui prévaut est que si la France est "l'homme malade de l'Europe", il faut s'en inquiéter d'autant plus que sa maladie est contagieuse.

Tout commence

Avec 82,15% des suffrages exprimés, l'élection de Jacques Chirac est un vrai plébiscite qui ne peut en aucun cas masquer la réalité des rapports inscrits dans le premier tour qui, en dépit du rouleau compresseur de l'union nationale, se sont encore manifestés dans les 25,4% d'abstentions et de votes blancs ou nuls (qui sont passés de 995.531 à 1.718.849).
Au soir de ce deuxième tour, chacun a voulu souligner l'accent gaullien de la déclaration de Jacques Chirac dans laquelle il a indiqué l'orientation de son gouvernement : "son premier devoir sera de rétablir l'autorité de l'Etat pour répondre à l'exigence de sécurité", mais il est loin le temps du triomphe du fondateur de la V°République, l'édifice est totalement vermoulu. Certains on cru devoir faire référence à 1933 pour justifier l'injustifiable. Il n'est pas minuit dans le siècle, nous osons penser que la meilleure référence historique est 1870-1871 quand le régime bonapartiste de Napoléon III s'effondra après avoir été plébiscité à plus de 80% quelques mois avant la Commune de Paris.
De fait, les tenants de l'ordre de Maastricht et du FMI, ne sont pas au bout de leur peine. Plus que jamais, dans les prochaines échéances de la lutte des classes, sur le terrain électoral comme dans les grèves et les manifestations se pose la question de la construction d'un Parti des travailleurs ayant comme programme un plan d'urgence pour les salariés de ce pays.

Modifié le dimanche 19 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Chroniques d'une chute de Régime

« Bonjour Jean-Luc, c’est Arnaud Montebourg »

C’est une campagne présidentielle encore plus nauséabonde que la précédente. Un campagne « à droite toute » dont la mesure est donnée par un nouveau venu, Éric Zemmour, ancien journaliste...

De l’état d’urgence sanitaire à l’État policier

État d’urgence, confinements, couvre-feu, attestations de sorties, interdictions de rassemblements, la restriction des droits et libertés publiques est l’unique ordonnance que Macron et son...

2020 : Unité nationale, patriotisme et lutte contre le séparatisme islamiste

Il n'y a rien à attendre des partis politiques et des syndicats français. Depuis le 27 février dernier où, réunis à Matignon, ils ont répondu à l'appel d'union nationale du premier ministre...

Bloc notes, La Commune n° 123

Macron, président des 5 % des ménages les plus riches Un Français sur 10 perçoit des minima sociaux : revenu de solidarité active (RSA), prime d’activité, allocation spécifique de... »

Quand ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus

Pour Macron, ce qui se joue aujourd’hui va au-delà de l’avenir, ou pas, de son projet de régime universel de retraite par points. C’est de son autorité politique et de sa capacité à... »

Ce qui se dessine

Où l’on voit les médias bien mangeants se ruer vers « la ruée sur le Nutella », pendant que Macron se baffre avec les 140 plus grands capitalistes planétaires. Où l’on voit la cote de... »